

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/76

G/SCM/W/85

10 octobre 1995

(95-3001)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT SUISSE AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS¹

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 septembre 1995.

Nous vous prions de trouver ci-après les questions écrites présentées par l'Australie aux fins de l'examen des législations auquel il doit être procédé à la prochaine réunion du Comité des pratiques antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires.

1. Il est indiqué dans la notification que les accords du Tokyo Round ont force obligatoire en droit suisse. Les Accords antidumping et sur les subventions de l'OMC auront-ils, de même, force obligatoire?

2. La Suisse adoptera-t-elle des dispositions législatives ou réglementaires et les notifiera-t-elle aux Comités avant de prendre quelque mesure que ce soit en matière de pratiques antidumping ou de droits compensateurs, notamment avant d'entreprendre toute enquête? Si tel n'est pas le cas, en l'absence d'une législation spécifique, quelles orientations seront-elles fournies aux fonctionnaires pour qu'ils sachent comment procéder dans une enquête? A quel niveau les fonctionnaires seraient-ils habilités à interpréter les accords de l'OMC? Une partie intéressée pourrait-elle faire appel devant les tribunaux de l'interprétation des accords de l'OMC donnée par des fonctionnaires?

¹G/ADP/N/1/CHE/1 et G/SCM/N/1/CHE/1.